

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le chef de l'Etat promeut la paix en RCA

C'ÉTAIT récemment à l'occasion de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

J.K.M
Libreville/Gabon

AVEC le récent retrait du contingent gabonais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), on aurait pu craindre un désengagement total du Gabon de ce "pays frère". Il n'en est rien. Car, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a clairement réaffirmé, à la tribune des Nations unies récemment, le soutien et la solidarité de notre pays au peuple centrafricain.

"Le Gabon demeure résolument engagé au sein des Nations unies, comme il l'a toujours été, dans la promotion de la stabilité et de la paix sur le plan continental, en Afrique centrale, singulièrement en RCA", a clamé le numéro un gabonais. Ce faisant, le chef de l'État est demeuré fidèle à un des principes majeurs de la diplomatie gabonaise : concourir, autant que nécessaire, à l'édification de la paix sur le continent et bien au-delà.

De fait, il a évoqué les voies et moyens d'un retour à la normale en préconisant notamment, la



Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lors d'une précédente sortie.

réforme du secteur de la sécurité afin de "doter la RCA des Forces de défense et de sécurité républicaines, disposant de moyens humains, matériels et logistiques appropriés". Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de "poursuivre l'opérationnalisation des institutions républicaines afin de contribuer à la garantie de non-répétition de graves violations des droits de l'Homme et du droit international". Tout en mettant en

avant la nécessité de soutenir les efforts des autorités centrafricaines visant à renforcer la cohésion sociale et le redressement socio-économique de leur pays. Non sans avoir invité solennellement "la Communauté internationale et les donateurs à maintenir un soutien financier adéquat, en vue d'asseoir la stabilité et de redonner l'espoir au peuple centrafricain".

Toute chose qui pourrait s'apparenter à une feuille de route.

Hôtel de Ville : une délégation de CGLU-A en mission à Libreville

O. N.
Libreville/Gabon

UNE délégation des "Cités et Gouvernements locaux unis d'Afrique" (CGLU-A), une organisation panafricaine réunissant les conseils locaux et dont le Gabon assure actuellement la présidence, séjourne à Libreville depuis hier. Et ce, jusqu'au 1er octobre prochain. Conduite par son secrétaire général, Jean-Pierre Elong Mbassi, sa mission s'inscrit dans le cadre du programme des rencontres avec les plus hautes autorités administratives et politiques gabonaises.

Au cours de ce séjour, la délégation de CGLU-A aura une séance de travail avec plusieurs autorités municipales de notre pays. Notamment celles de Libreville et d'autres communes telles que

Owendo, Akanda, Ntoum, Nden-dé, Fougamou, etc. Tout comme une audience est prévue avec l'édile de la capitale, Mme Christine Mba Ndutume Mihindou. Jean-Pierre Elong Massi et sa délégation devraient aussi rencontrer la Première ministre, chef du gouvernement, Rose-Christiane Ossouka Raponda, jeudi prochain.

C'est la première fois que cette organisation prend langue avec l'édile de Libreville depuis sa prise de fonction en juillet dernier. Plus précisément au lendemain de son élection le 13 juillet 2021. À noter que plusieurs techniciens de l'Hôtel de Ville de Libreville, ainsi que certains membres du secrétariat général de l'Association des maires du Gabon (AMG) prendront également part aux échanges avec la délégation de CGLU-A.



L'édile de Libreville, Christine Mba Ndutume, lors de son discours d'investiture.

Miroir du gouvernement

La tournée de tous les espoirs ?

DES quatre coins du pays, les populations espèrent vivement que la "tournée d'inspection" qu'effectue actuellement le ministre des Travaux publics, Léon Armel Bounda Balonzi, sur toute l'étendue du territoire national, sera suivie d'actions concrètes de nature à améliorer, de manière significative, le réseau routier national. D'autant que le membre du gouvernement, à la tête d'une importante délégation comprenant notamment des techniciens de son département ministériel, a choisi, loin du confort feutré de son cabinet, de vivre les réalités auxquelles sont confrontés quotidiennement les usagers sur les routes gabonaises. Ce qui est loin d'être une partie de plaisir. Car, entre les effondrements de la chaussée à certains endroits, les crevasses obstruant la circulation, les routes en

latérite quasi impraticables en saison de pluies, les buses métalliques usagées, les ponts en bois, etc., emprunter le réseau routier national relève très souvent de l'exploit. Là où d'autres pensent qu'il faudrait avoir beaucoup de chance pour se confronter à cette réalité. C'est dire la nécessité d'agir afin que le réseau routier national soit praticable en toute saison. Ce qui devrait grandement booster les échanges entre Libreville et l'hinterland. Car, c'est bien connu, "la route est un facteur de développement".

De toute évidence, à en croire de nombreux experts, notre pays ne peut plus se permettre d'avoir, sur une grande partie de son territoire, des routes impraticables. Cela serait difficilement compatible avec ses ambitions affichées d'être un acteur essentiel de l'intégration sous-régionale

et continentale. Comme quoi, face à autant d'enjeux, l'opinion publique nationale est donc pleinement en droit d'attendre de Léon Armel Bounda Balonzi, à l'issue de sa "tournée d'inspection", un plan réaliste, aussi détaillé et précis que possible de l'ensemble des actions à mener afin de réhabiliter le réseau routier national.

Il y va de la crédibilité de la parole publique. D'autant qu'interpellé par les populations, dans certaines localités du pays sur l'état de la route, Armel Léon Bounda Balonzi s'est engagé à "trouver des solutions".

Comme quoi, la balle est dans le camp du gouvernement.

J. KOMBILE MOUSSAVOU